



Bruxelles, avril 2005

Une population entre deux feux : l'intensification de la violence contre la population du Sud Kivu en République Démocratique du Congo par les groupes armés Rwandais et les forces armées congolaises

Aperçu de l'évolution de la violence au Sud Kivu

La population se trouve actuellement entre 'deux feux'. D'un côté, la violence cruelle des groupes rwandais armés, caractérisée par des vols à main armée, des tueries et des viols, aussi bien dans les maisons que sur les routes. Des témoignages affirment que les populations des villages à la lisière du parc national du Kahuzi Biega seraient victimes de tueries, viols et enlèvements perpétrés par les groupes d'origine hutu rwandaise présents depuis le génocide rwandais de 1994 dans les forêts de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC).

A Walungu, le nombre d'exactions a augmenté tandis qu'à Ninja et Kalonge la situation des violences a empiré avec les enlèvements des filles, les tueries des mères et les prises d'otage et tortures d'hommes. Dans certains endroits (Kaniola, Ninja, Budodo, Irizangabo, Kalonge, Cikenje, etc.) la population passe la nuit en dehors des maisons et des villages par peur d'être attaquée.

De l'autre côté, la violence tristement « habituelle », mais tout aussi inacceptable, des forces armées congolaises mal encadrées. Nous observons un regain d'insécurité par des hommes en uniformes, non autrement identifiés, et cette violence devient de plus en plus préoccupante. En effet, les militaires ne se contentent plus de rançonner la population, mais sont dans de nombreux cas aussi impliqués dans des pillages et des viols collectifs.

Cas de Walungu

Dans le territoire de Walungu, depuis novembre 2004, avec le lancement de l'opération conjointe de démobilisation des forces étrangères par la MONUC¹ et les FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo), on a assisté à une recrudescence des violences perpétrées par les groupes armés d'origine rwandaise (enlèvements avec demande de rançon, viols, tueries, etc.)².

La MONUC est certes présente à Walungu, mais les casques bleus restent de préférence sur les grands axes pour regagner leur camp la nuit si bien qu'ils ne protègent pas la population en cas d'attaques de nuit ou dans les endroits éloignés des voies principales. Depuis quelques jours, les casques bleus organisent des patrouilles de nuit dans la localité de Kaniola en vue de sécuriser les populations. Ces opérations étaient prévues pour deux semaines, mais elles devraient être prolongées.

Profil des groupes armés rwandais opérant sur le sol Congolais et les populations réfugiées qui les accompagnent

Deux groupes principaux sont identifiés:

¹ Mission des Nations Unies au Congo

² Beaucoup de personnes dans leur communauté ont été enlevées. Le chef de chapelle a été enlevé et assassiné parce qu'on n'a pas pu trouver la rançon exigée. Les miliciens et bandits rwandais exigent entre 150 \$ et 600 \$ pour récupérer une personne enlevée.

- Les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR), qui contrôlent certaines parties de la province (par ex. la chefferie de Ninja), perçoivent des taxes sur les marchés et exigent d'autres types de paiement auprès de la population. Elles se présentent comme une organisation politique constituée d'éléments rwandais arrivés en RDC après la tragédie de 1994. Ces « réfugiés », essentiellement de l'éthnie Hutu, se sont mués en mouvement politico-militaire et affichent leur volonté d'exclure tout génocidaire ou présumé tel ainsi que toute personne responsable de violations des droits humains. La branche armée opère dans les forêts de l'Est de la RDC, tandis que le groupe des politiques est éparpillé à travers le monde.
- Les « Rastas », qui seraient un mélange d'éléments Hutus rwandais et de bandits congolais, sont pour l'essentiel des marginaux qui échapperaient au contrôle des FDLR et qui agissent de manière isolée. Leur nombre n'est pas connu, mais on sait qu'ils opèrent toujours en petits groupes de moins de 10 personnes et qu'ils bénéficieraient de la complicité de bandits congolais, probablement d'anciens mai-mai restés à l'écart du processus de brassage. Ils apparaissent fréquemment dans les localités de Kaniola (en territoire de Walungu) et de Ninja (en territoire de Kabare), toutes deux riveraines du Parc National de Kahuzi Biega.

Selon nos sources, la relation entre ces deux groupes n'est pas claire. Les FDLR déclarent, semblent-ils que les Rastas sont des 'dissidents' qui ne sont pas sous leur contrôle. D'autres informations allèguent que les FDLR seraient ravitaillées par ce groupe.

Les « rastas » sont connus pour leur brutalité dans leurs opérations. Ils n'hésitent pas à tuer après des tortures abominables ou à violer les femmes et filles de la manière la plus bestiale. Les FDLR sont ouverts au monde extérieur. Leurs dirigeants sont connus et prennent des contacts aussi bien avec la Monuc qu'avec d'autres sensibilités de la société civile locale ; En outre, ils sont à la recherche d'un espace et d'un positionnement politique.

Notre inquiétude est que ces éléments sont en train de s'enraciner et de se disperser. Les groupes de miliciens Rwandais contrôlent le circuit économique et financier dans certains endroits. Ils amènent et vendent des marchandises (que les commerçants locaux sont contraints d'acheter, après avoir tenté de s'y opposer) sur le marché à Bunyakiri et à Hombo et perçoivent des taxes dans d'autres endroits. Ce n'est pas clair si les FDLR exploitent eux-mêmes les minerais présents dans les territoires sous leur contrôle ou s'ils bénéficient plutôt des taxes « de transport » exigées auprès des commerçants desdits minerais. Sur les Hauts Plateaux par exemple, les Hutus Rwandais vendent eux-mêmes de l'or au marché tandis que sur les moyens plateaux ils se contenteraient d'exiger et percevoir des taxes.

Une enquête, menée par Synergie Vie, partenaire local congolais de Christian Aid, (une ONG britannique, membre d'EURAC) en octobre 2002 pour comprendre les revendications de ces groupes armés, avait démontré que 99% d'entre eux voudraient rentrer dans leur pays, le Rwanda. A cet effet, ils exigeaient de la communauté internationale de convaincre le pouvoir de Kigali d'organiser un dialogue inter-rwandais. Ils avaient également fait ressortir que tout Hutu rwandais se trouvant sur le sol congolais n'est pas forcément génocidaire. Il serait impérieux de dissocier les civils des militaires au moment de leur retour au Rwanda. Une deuxième investigation a été organisée en avril 2003 afin de vérifier si les mêmes groupes qui étaient présents au Congo en 2002 n'étaient toujours pas rentrés chez eux. Il s'est avéré que nombreux parmi eux étaient déjà rapatriés.

En août 2003, Synergie Vie aurait commencé alors à avoir des contacts formels avec les FDLR pour les amener à s'ouvrir aux humanitaires et aux ONGs (Organisations Non Gouvernementales) opérant dans le milieu et les encourager, par ricochet, à s'ouvrir au monde en faisant connaître leurs desiderata. Ce partenaire a appris que les personnes civiles qui les accompagnent, notamment les femmes et les enfants, sont pris en otage par ces miliciens et leur serviraient de bouclier humain en cas d'attaque.

Ce partenaire souligne que ces mêmes enquêtes avaient permis de constater que certains réfugiés hutus arrivés en 1994 étaient simplement victimes des événements du Rwanda notamment les enfants, les vieillards qui n'avaient joué aucun rôle dans la tragédie rwandaise et qui ont été plutôt entraînés vers leur refuge en RDC.

La forte présence des militaires des FARDC dans les villages en Province du Sud Kivu

La 10^{ème} région militaire compterait actuellement plus de 20,000 hommes. Selon nos sources, il y aurait entre 7 et 8 brigades comportant chacune 4,000 hommes, ce qui indique que le nombre d'hommes est bien plus élevé que les 20.000 prévus. Ce renforcement des troupes a commencé avec les événements de Bukavu en mai-juin 2004.

La population est menacée par la forte présence des militaires des FARDC mal encadrés et sans formation, touchant irrégulièrement des soldes ne dépassant pas l'équivalent en francs congolais de 10 USD. De plus, ils ne sont pas logés et ne reçoivent presque rien à manger, mais disposent d'un

fusil à la main. Il semble qu'il y ait un problème de logistique et de corruption dans le ravitaillement de l'armée congolaise : des vivres prévues pour les militaires seraient détournées à un niveau inconnu et les militaires ne reçoivent pas non plus leur solde bien que le gouvernement débloque la somme de 8 millions de USD chaque mois pour le paiement des soldes des militaires.³

Mais, même si les militaires justifient leurs exactions par des impératifs de survie, ils prennent souvent au-delà de ce qui serait nécessaire. Les soldats exigent la récolte forcée des champs des paysans (par ex. à Nyangezi, autour de l'aéroport de Kavumu et dans la plaine de la Ruzizi) et vont de maison en maison pour réclamer argent et biens de toute nature, menacent de viol les femmes et les filles dans les maisons aussi bien que sur les routes où ils érigent des barrières de taxation illégale. En pleine ville de Bukavu, la population a réduit les sorties de nuit par peur de militaires qui circulent prétendument pour sécuriser la zone. A Mbobero, Kagabi, dans la périphérie de Bukavu et ailleurs dans Kabare et Walungu, les militaires sont installés dans les maisons des villageois qui cohabitent ainsi de façon forcée avec eux depuis septembre 2004.

Actuellement, les militaires de la FARDC qui veulent être démobilisés n'ont pas assez de possibilités. La 10^{ème} Brigade n'a pas les moyens de le faire et la CONADER⁴ commence son travail seulement avec les enfants soldats. Les tensions entre les composantes du gouvernement notamment autour de la question de nouveaux territoires créés par le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) à Bunyakiri et Minembwe ralentissent aussi la démobilisation.

Pillages et détournement de l'assistance humanitaire par les miliciens rwandais et les FARDC.

Les attaques par les groupes armés rwandais et la forte présence des FARDC a eu un impact très négatif sur la situation humanitaire en Province de Sud Kivu. A certains endroits, la population a tout perdu du fait du pillage, soit par les groupes armés rwandais (cas de Walungu), soit par les militaires de FARDC (cas de Kabare, Mbobero, Bukavu-ville). Dans plusieurs cas, l'assistance humanitaire distribuée (les ustensiles de cuisine, vêtements et intrants agricoles) a été presque totalement pillée si bien que les familles bénéficiaires se sont retrouvées à la situation de départ. Dans certaines parties de la province, il est même difficile à des humanitaires d'apporter leur assistance sans être à la merci des militaires qui exigent d'être également servis.

Des milliers de familles à Walungu sont toujours déplacées à cause de la présence des groupes de miliciens et de bandits d'origine rwandaise. Selon Malteser, une ONG allemande opérant dans Walungu, il y aurait 2.654 personnes déplacées hébergées au stade « Mafundwe » de Walungu dont 1.133 seraient arrivées 6 mois plus tôt. Selon cette même source et sur la base des renseignements obtenus auprès des comités locaux d'enregistrement des déplacés, la zone comprendrait environ 55.000 personnes déplacées dans les familles d'accueil en provenance des zones de santé de Budodo, Mwiramyia et Kaniola. La population rurale souffre maintenant de faim, de maladie et de manque de revenus pour payer les frais scolaires alors qu'il n'est pas possible d'assurer le travail agricole ni d'élevage dans ce contexte d'insécurité. Les gens mangent difficilement, parfois un maigre repas par jour.

³ Par Le Potentiel, 24 mars 2005:

Au cours du point de presse hebdomadaire tenu hier mercredi au quartier général de la Monuc, le directeur des informations, Mamadou Bah, a souligné l'importance cruciale que revêt le paiement de la solde aux militaires congolais. Il a recommandé vivement que l'argent, la nourriture et autres équipements qui leur sont alloués leur parviennent. Selon lui, la Monuc sait que «le gouvernement congolais dépense officiellement 8 millions Usd chaque mois pour le paiement de la solde des troupes.

Malheureusement, il semble, selon les informations que nous recevons, que bien qu'il soit déboursé cet argent n'arrive pas aux soldats auxquels il est destiné en dernier ressort», a-t-il encore souligné. Contacté par Le Potentiel à ce sujet, le ministre du Budget n'a pas contredit les propos de la Monuc. Il a précisé que 6 millions de dollars sont affectés au paiement de la solde et 2 millions de dollars pour les frais de ménage, chaque mois. Jusqu'il y a peu, c'est l'Etat-Major général des FARDC qui s'occupait de la paie. Mais depuis quelques temps, des instructions sont données à la Banque centrale du Congo pour affecter l'argent dans différentes circonscriptions militaires, par le biais de ses agences disséminées dans toutes les provinces. Et ce, après que les services spécialisés de l'Etat-Major général des FARDC aient établi les listings de paie. C'est certainement à ce niveau qu'il pourrait se poser des problèmes d'acheminement de la solde jusqu'au soldat, au regard des difficultés de communications que connaît le pays. Mais le ministre du Budget a relevé que le ministère de la Défense s'emploie au contrôle de l'effectif des militaires. Actuellement, cet effectif se chiffre à plus de 300.000 hommes de troupe. Or, il faut le ramener à des proportions prévues par les institutions de la transition

⁴ Commission Nationale de Désarmement et de Réinsertion .

Recommandations d’EurAC et des partenaires de ses membres dans la Région :

Au gouvernement de transition de la RDC

Le Gouvernement de la RDC doit exiger du commandement militaire local qu’il reprenne en main ses troupes, avec fermeté et discipline, y compris en adoptant les sanctions appropriées. Il doit accorder la priorité à la démobilisation des groupes armés d’origine rwandaise sur le sol congolais, d’abord en contrôlant sérieusement son armée et en payant correctement les militaires.

- Il faut résoudre de manière urgente les problèmes de logistique et de corruption pour assurer que les 8 millions d’USD déboursés par le gouvernement de Kinshasa chaque mois paient les salaires des militaires et le ravitaillement de l’armée congolaise.
- Il faut restructurer et renforcer l’armée en termes de formation des hommes de troupe aux valeurs morales et républicaines, tout en éliminant les entraves à la démobilisation volontaire des soldats de la FARDC.
- Il faut accélérer le véritable brassage des troupes congolaises.
- Il faut assurer le cantonnement des troupes de la FARDC, d’où elles ne sortiraient que pour des missions militaires ou en civil et sans arme. Les militaires devraient être logés dans les casernes et non pas dans les villages et les maisons des paysans.
- Il faut une formation urgente d’une brigade intégrée et bien encadrée pour sécuriser la population riveraine du parc national de Kahuzi Biega.

Au conseil de sécurité de l’ONU et à la MONUC

Au regard de l’incapacité de la MONUC et des FARDC jusqu’à maintenant à contrôler les groupes armés rwandais et à pouvoir sécuriser la population paysanne :

- La MONUC doit se donner comme priorité le rôle de soutien aux efforts de l’armée congolaise pour contrôler et démobiliser les miliciens et les bandits d’origine rwandaise.
- Il faut déployer la MONUC dans les milieux où la présence des groupes armés rwandais est signalée comme Kaniola, Luhwinja, Bunyakiri. Ceci en vue de sécuriser les populations locales d’un côté, et de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés volontaires non criminels et le désarmement et rapatriement des groupes armés rwandais de l’autre.
- La MONUC devrait être présente la nuit pour protéger la population contre les attaques nocturnes dans les zones rurales qui côtoient le parc de Kahuzi-Biega, où se sont installés les miliciens et les bandits d’origine rwandais.
- Il faut améliorer la communication entre la MONUC et la société civile et demander un dialogue sur leurs stratégies actuelles face à la violence au Sud-Kivu. La MONUC devrait collaborer étroitement avec les associations locales pour mieux protéger la population.

A l’Union Africaine, l’ONU (Organisation des Nations Unies) et l’Union Européenne

- Il faut soutenir techniquement et financièrement le processus de réforme de l’ensemble du secteur de la Sécurité de la RDC
- Il faut s’appuyer sur la déclaration des FDLR selon laquelle ils sont prêts à désarmer et encourager la MONUC à faciliter leur retour au Rwanda. Une solution multidimensionnelle visant à régler le problème des groupes Hutus rwandais sur le sol congolais devrait être envisagée. Ne s’agissant pas d’un groupe homogène, vu la présence et de familles réfugiées et de miliciens armés, une approche uniquement militaire ne serait pas satisfaisante.
- Il faut repenser la mission militaire de démobilisation forcée des groupes armés d’origine rwandaise qui est proposée par l’Union Africaine, d’autant plus qu’il n’est pas évident qu’une mission militaire de l’Union Africaine soit capable de déloger ces groupes par la force. D’importantes pertes en vies humaines pourraient être enregistrées et les risques de représailles sur les populations locales par ces groupes armés seraient majeurs.
- Il faut aider les groupes rwandais sur le sol congolais à trouver une « piste de sortie » en :
 - Respectant et appliquant le droit d’asile politique/réfugié dans d’autres pays et l’application de la loi internationale des réfugiés pour ceux d’entre eux qui ne sont ni armés, ni criminels⁵.
 - Pressant le gouvernement rwandais à ouvrir un véritable dialogue avec les FDLR pour permettre la mise en œuvre effective de leurs récents engagements, étant entendu que le règlement de la question des Hutus rwandais réfugiés en RDC conditionne la sécurité et la stabilité du Rwanda et de toute la région. Cela doit aller de pair avec une ouverture plus globale de l’espace politique et l’établissement d’une réelle liberté d’expression au Rwanda.

Au Gouvernement du Rwanda

De prendre acte des récentes déclarations des FDLR et d’ouvrir avec eux un véritable dialogue afin de créer les conditions d’une mise en application effective de leur engagements, qui pourraient constituer une évolution positive majeure dans la stabilisation de la sous-région s’ils venaient à se réaliser.

⁵Voir les demandes des FDLR dans leur déclaration du 31 mars : ‘Les FDLR souhaitent le retour des réfugiés rwandais dans leur pays selon les normes internationales dans la matière et dans le respect des droits et libertés de la personne humaine. Et en conséquence, elles s’engagent à s’impliquer activement dans le programme de leur retour volontaire selon les modalités à convenir avec le gouvernement de la RDC, le gouvernement du Rwanda et la communauté internationale.’